



CONSEILS FINANCIERS ET BANCAIRES - STRUCTURATION DE FINANCEMENTS - IMMOBILIER - ASSET MANAGEMENT - PARTICIPATIONS - LEASING - INVESTMENT BANKING - HYPOTHEQUES - ASSURANCES PREVOYANCE - FISCALITE - PLACEMENT DE CAPITAUX - RESTRUCTURATIONS - NEGOCIATIONS FINANCIERES - WORKOUT - DOMICILIATIONS - REPRESENTATIONS - MANDATS D' ADMINISTRATEUR

COMMUNIQUE DE PRESSE

Février 2008

PILE JE GAGNE... FACE TU PERDS !

La crise financière mondiale que nous traversons est le fait d'une correction excessive des marchés. Elle a été causée par des dirigeants irresponsables qui savaient très exactement les risques auxquels ils exposaient à la fois les établissements bancaires pour lesquels ils travaillaient (ou travaillent encore...), que les citoyens et entreprises qui paieront l'addition finale, consécutive à l'éclatement annoncé des bulles financières qu'ils ont consciemment gonflées. Pile je gagne... Face tu perds ! Ou comment gagner à tous les coups.

Les marchés évoluent depuis toujours de manière cyclique. Le rôle des banques est de servir de distributeur de la monnaie disponible, celui de l'état de réguler cette masse monétaire en fonction de la situation économique et des prévisions conjoncturelles possibles. Jusqu'ici, rien de nouveau. Cet exercice est plutôt compliqué et source d'erreurs potentielles, mais admettons ici que nos banquiers centraux ont tout de même appris quelques leçons au cours des dernières années, notamment l'art de maîtriser beaucoup mieux les risques de flambées inflationnistes, stabilisant ainsi nos économies.

Comment est-il donc possible que, dans ces conditions, ils aient laissé dériver le système, en connaissance de cause, créant le marasme dans lequel nous ne faisons qu'entrer et dont les conséquences seront lourdes pour des milliers d'entreprises et d'emplois ? Mais comment des hommes aussi bien formés, des managers triés sur le volet, ont-ils pu pareillement se tromper ?

Eteindre l'incendie afin d'éviter la destruction totale d'un bien, c'est louable. Mais attention, une analyse complète d'un risque nécessite toujours, avant intervention, de juger justement de la nécessité d'intervenir. Tenter d'éviter l'inévitable est toujours inutile et coûteux, car en matière de gestion des risques, en particulier financiers, chaque erreur se paie cash tôt ou tard.. En outre, le choix des armes et la précision des tirs sont aussi importants que les volumes projetés. Essayez d'éteindre une friteuse en feu avec de l'eau... Pourquoi utiliser un sot d'eau pour éteindre une bougie plutôt que de souffler dessus, ou mieux, de rater la bougie... Dans tous ces cas, les dégâts provoqués par « l'action pompier » seraient plus importants que le sinistre provoqué par le feu lui-même.

Lorsque suite aux attentats du 11 septembre 2001, Alan Greenspan ouvre les robinets du crédit en abaissant les taux d'intérêts, il décide d'éteindre l'incendie en rétablissant la confiance, favorisant la consommation et l'investissement et permettant à l'emploi de se stabiliser. Eteindre ou ne pas éteindre ? Dans quelle proportion ouvrir les robinets ? Hormis en ce qui concerne le volet politique évident de l'affaire, ce qui est certain aujourd'hui, c'est que cette erreur de gestion est incomparablement plus dévastatrice que ne l'aurait été la destruction de valeur et, sans doute, la décroissance économique américaine découlant des attentats. Pourquoi ? En premier lieu car éteindre l'incendie est amplement insuffisant. Il faut ensuite reconstruire en tenant compte des dégâts causés y compris par l'intervention de sauvetage. L'eau destinée à éteindre le feu a-t-elle seulement éteint le feu ? En d'autres termes, les crédits des banques américaines ont-ils seulement été destinés à favoriser l'investissement industriel et, partant, à préserver l'emploi, ou ont-ils plutôt incité les investisseurs à orienter leurs activités vers des opérations spéculatives. Les crédits des banques américaines ont-ils seulement été destinés à soutenir la consommation privée des ménages, ou ont-ils plutôt offert la possibilité à des familles modestes de s'endetter au-delà de toute capacités ? Car si les banquiers centraux ont commis la première erreur, ils n'ont pas commis le pire.

La palme revient bien entendu aux grands patrons de l'industrie bancaire. Avant toute chose, il est important de préciser ici que l'essentiel des fluctuations des valeurs immobilières est corrélée à deux éléments, le niveau des taux d'intérêts d'une part, la politique de crédit des banques d'autre part. L'offre et la demande dans ce marché dépend elle-même de ces deux éléments. Les banquiers, en d'autres termes, font le marché. S'ils décident d'augmenter leurs exigences en fonds propres ne serait-ce que de 20 %, c'est plus de 50 % du marché des transactions qui disparaît. A contrario, en admettant qu'ils assouplissent lesdites exigences pour aller, dans le cas de l'exemple américain, au-delà du coût effectif de l'investissement, alors la croissance des prêts devient exponentielle et les prix montent.

Forts de ce pouvoir, les banques se sont mises à distribuer les crédits sans analyse, sans le moindre égard pour les conséquences économique inéluctables et encore moins pour les victimes de bout de chaîne. Le but, continuer à percevoir des bonus personnels sur l'augmentation des valeurs d'actifs en gérance, commissions de trading sur le placement de produits financiers à hauts risques, etc. Mais comment maintenir les prix à un niveau artificiellement élevé alors que les marchés réclament naturellement une baisse ? Et bien d'une part en continuant à alimenter les marchés des « junk mortgages », et d'autre part, laisser croire à des investisseurs qu'en noyant ces placements dans une corbeille plus large d'actifs, le risque s'en trouverait dilué. Le problème, c'est que, même dans un portefeuille diversifié, lorsque l'un des actifs perd de la valeur, c'est tout le portefeuille qui en perd. Et comment justifier cette perte lorsque la chute de valeur de certains de ces actifs (subprimes) était annoncée depuis plusieurs mois voire années.

De deux choses l'une : Soit nous partons du principe que la plupart des dirigeants de grandes banques d'affaires internationales (comités de direction et conseils d'administration) sont totalement incompétents et, dans ce cas, il faut s'en séparer au plus vite avant de blâmer également ceux qui les ont recrutés et, avant cela, les prestigieuses hautes écoles qui leur ont délivré leurs diplômes, soit nous assumons que ces personnes ont eu un intérêt personnel et évident à précipiter les marchés dans la tourmente, en parfaite connaissance de cause, inondant le marché d'actifs pourris et irréalisables, dans le seul but de s'enrichir personnellement, au mépris complet de ceux à qui l'addition serait présentée et, dans ce cas, les poursuivre en responsabilité en sus d'un licenciement immédiat (et sans parachute).

Nous le savons, les banquiers encore mieux que les autres, l'effet de balancier perpétuel et naturel des marchés rythme la vie économique. Croissance et décroissance se sont toujours succédées, à tel point que les corrections naturelles se traduisant par les renversements conjoncturels, bien que douloureuses à vivre pour nos sociétés, sont le plus souvent saluées car elles nous offrent un retour bienvenu à la réalité, aux valeurs, et permettent aux entrepreneurs de revenir dans la danse tout en montrant la porte de sortie aux purs spéculateurs. Le balancier finit toujours sa course dans l'excès, à la hausse comme à la baisse, de sorte que les courbes moyennes interprétées sur de longues périodes reflètent beaucoup mieux les valeurs effectives. Les marchés financiers ont inventé des instruments efficaces et utiles lorsque ils sont utilisés intelligemment, en toute conscience et transparence, en vue de couvrir des risques par exemple. Ces instruments sont dévastateurs lorsqu'ils servent à tricher, à masquer la réalité ou à la travestir, à fabriquer des prix artificiels etc.

Ce qui nous arrive est le seul fait d'individus dont l'avidité ne connaît pas de limites, suffisamment informés et bien placés pour parvenir à tirer profit du système. Devons-nous les rechercher et les mettre face à leurs responsabilités ? Devons-nous leur demander de restituer les dizaines de millions de bonus perçus par chacun d'entre eux ces 10 dernières années, ou encore suivre l'exemple de ces cow-boys texans, galopant vers Wall Street pour pendre haut et court ces nouveaux retraités à l'abri pour plusieurs générations grâce à l'argent que chaque contribuable devra maintenant trouver. Plus sérieusement nous pourrions simplement décider de faire cesser ces pratiques en demandant aux organes de surveillance des banques qu'ils fassent simplement leur travail avec plus de rigueur.

De sombres individus (politiques et autres libre penseurs) semblent vouloir profiter de la situation et donner de la voix, qualifiant sans distinction l'ensemble de la classe patronale de capitalistes sauvages, et les banquiers de proximité dont la mission première est de soutenir les économies locales dans lesquelles ils exercent, de spéculateurs sans vergogne. Mais de grâce, ne cédon pas aux sirènes de ces nouveaux opportunistes qui tentent de se mettre en évidence en nous vendant leurs salades infâmes, saisissant tous prétextes pour remettre en question les fondements même de notre système économique.

Notre économie de marché a permis de construire notre société tout au long des décennies. Elle nous a apporté richesse, confort et emplois. Aucun autre système au monde n'a permis d'en faire autant. Tournons-nous vers nos entreprises et vers ceux qui les dirigent afin de les soutenir, les aider à obtenir les crédits nécessaires au développement de leurs projets, afin qu'ils continuent à créer de l'emploi. Ces entrepreneurs risquent le plus souvent tout ce qu'ils ont pour, quelques fois réussir financièrement, le plus souvent gagner un salaire équivalent voire inférieur à la moyenne de leurs cadres. Dans tous les cas, s'il arrive aussi que leur situation se dégrade, ils paient l'addition les premiers, que ce soit Pile ou Face.

JAVA FINANCE SA / J. B. von Arx / 02.2008